



Paris, le 09 septembre 2011

Communiqué

Marisol TOURAINE

Secrétaire nationale à la santé et à la sécurité sociale

L'ASSURANCE MALADIE AU BORD DU GOUFFRE : LE GOUVERNEMENT FAIT RIMER INEFFICACITE ET INEGALITES

Dans son rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale, le cour des comptes tire la sonnette d'alarme : jamais le déficit de la sécurité sociale n'a été aussi élevé qu'en 2010. 30 milliards d'euros de déficit des régimes de base et du fonds de solidarité vieillesse (FSV). L'accumulation porte la dette sociale à près de 136 milliards d'euros.

Dans le même temps, les remboursements de l'assurance maladie ont diminué (les mutuelles et les assurances complémentaires ont dû prendre le relais) et le reste à charge des patients a énormément augmenté. Les déserts médicaux se sont accrus et les dépassements d'honoraires ont explosé. Les choix du gouvernement auront été désastreux : désastreux pour les comptes sociaux, désastreux pour les Français qui voient les inégalités face à la santé s'accroître et ne comprennent plus rien au maquis tarifaire auquel ils sont confrontés. N. Sarkozy est bien mal placé pour donner des leçons de rigueur budgétaire aux socialistes ! Avec lui, inefficacité budgétaire rime avec inégalités renforcées.

Le rétablissement des comptes est une nécessité si l'on veut préserver la protection sociale française. Mais ce n'est pas en accroissant le reste à charge des Français que l'on y parviendra : il faut engager des réformes de structure.

Le Parti socialiste rappelle qu'il défend le renforcement de la prévention et la mise en place d'une politique de santé publique résolue ; la transformation des modes de rémunération des professionnels de santé, afin de développer leur rémunération forfaitaire ; la clarification des tarifs appliqués et la stricte limitation des dépassements d'honoraires, source d'inflation des dépenses ; la régulation de l'installation des professionnels sur le territoire qui ne doivent plus être concentrés dans les zones les plus denses sur le plan médical, ainsi que l'instauration de transferts de compétences .

Les socialistes ont par ailleurs de manière constante appelé à la remise à plat de la politique du médicament. Il est anormal que la consommation de médicaments soit en France plus élevée que dans les autres pays européens. Le projet de loi du gouvernement n'apporte aucune réponse sur ce plan. Il faudrait améliorer l'information des médecins prescripteurs, valoriser les prescriptions maîtrisées, renforcer les génériques, réviser la grille des remboursements. Mais rien de tout cela n'est au rendez-vous. Une fois de plus, le gouvernement choisit l'immobilisme au détriment des Français.

--

Service de presse
PARTI SOCIALISTE
presse@parti-socialiste.fr
01 45 56 77 23/ 78 78/ 79 96/ 79 22